



MINISTÈRE DE LA VILLE ET DU LOGEMENT

Projet d'arrêté portant autorisation exceptionnelle, au titre de l'article L. 121-5 du code de l'urbanisme, en vue de la reconstruction du clarificateur d'une station d'épuration sur la commune du Barcarès (Pyrénées-Orientales) soumise à la loi littoral.

NOTE DE PRÉSENTATION

Le Préfet des Pyrénées-Orientales a transmis, par un courrier en date du 4 novembre 2025, avec avis favorable, une demande d'autorisation exceptionnelle au titre de l'article L. 121-5 du code de l'urbanisme, présentée par Perpignan Méditerranée Métropole en vue de la reconstruction du clarificateur de la station d'épuration du Barcarès (Pyrénées-Orientales) soumise à la loi littoral.

La station d'épuration existante traite uniquement les eaux usées de la commune du Barcarès, son dimensionnement est de 45 000 équivalents-habitants, répartis en deux files, une physico-chimique, et une de type boues activées. En sortie de ces files, un traitement tertiaire a été mis en place, constitué de 4 lagunes. Les eaux traitées sont rejetées dans l'étang de Salses-Leucate, un milieu naturel remarquable inscrit dans une zone Natura 2000 avec un usage conchylicole très présent.

Le projet présenté consiste à reconstruire le clarificateur à un emplacement proche de l'existant, en raison d'une instabilité du sol. Le point de rejet sera conservé.

Au regard de la loi littoral, le site d'implantation, éloigné de plus de 800 mètres de la zone urbanisée la plus proche, est en discontinuité des agglomérations ou villages au sens de l'article L. 121-8 du code de l'urbanisme. Par ailleurs, le SCOT révisé de la Plaine du Roussillon a délimité les espaces remarquables du littoral, au sens de l'article L. 121-23 du code de l'urbanisme, incluant la parcelle d'implantation du projet. Eu égard au caractère fortement anthropisé du secteur, il est envisagé de revoir l'emprise des espaces remarquables. En tout état de cause et pour ces raisons, la dérogation prévue par l'article L. 121-5 est indispensable à la poursuite du projet.

La circulaire du 26 janvier 2009¹ détaille la mise en œuvre de cette procédure dérogatoire qui impose de concilier les principes de préservation et de protection du milieu, posés par la loi littoral, et le nécessaire traitement des eaux résiduaires urbaines.

Le dossier transmis répond à ces objectifs. En effet :

¹ « Note du 26 janvier 2009 à l'attention des préfets de région relative à la loi littoral et à la construction ou l'extension de stations d'épuration sur le territoire des communes littorales », publiée le 31 mars 2009.

- les caractéristiques de l'équipement envisagé sont décrites de manière satisfaisante ;
- le système d'assainissement a été analysé à l'échelle communale ;
- le projet ne présente pas d'impact significatif sur le site envisagé et des mesures permettant de limiter les impacts ont été prévues ;
- le projet n'est pas lié à une opération d'urbanisation nouvelle étant donné que le dimensionnement reste inchangé.

Le projet de reconstruction à l'identique du clarificateur n'est pas soumis à évaluation environnementale.

En application de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement, une consultation du public par voie électronique est organisée.

Dans ces conditions, compte-tenu notamment des besoins réels de la commune en matière de traitement des eaux domestiques, il est proposé de délivrer cette autorisation spéciale au titre des dispositions particulières au littoral prévues par l'article L. 121-5 du code de l'urbanisme.

Cette autorisation au titre de l'article L.121-5, délivrée par délégation des ministres chargés de l'urbanisme et de l'environnement au titre des seules dispositions particulières au littoral du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis, telles que les autorisations de construire.